GAZETTE DES TRIBUNAUX,

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DEBATS JUDICIAIRES,

ON S'ABONNE A PARIS,
AU BUREAU DU JOURNAL, QUAI AUX FLEURS,
N° 41.

Les Lettres et Paquets doivent être affranchis.

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

LE PRIX DE L'ABONNEMENT EST DE

47 fr. pour trois mois ;

34 fr. pour six mois ;

62 fr. pour l'année.

JUSTICE CIVILE.

COUR DE CASSATION (chambre des requêtes).

(Présidence de M. Zangiacomi.)

Audience du 30 décembre 1834.

La réduction des droits de mutation, opérée par la loi du 16 juin 1824, en faveur des ENFANS ET DESCENDANS EN LIGNE DIRECTE qui sont appelés à un partage d'ascendant fait dans la forme d'une donation entre vifs, en vertu des art. 1075 et 1076 du Code civil, cette réduction, disons-nous, s'applique-t-elle aux petits-enfants qui figurent dans un tel partage comme donataires d'une portion de la succession, du vivant même de leur auteur immédiat, et en même temps que celui-ci est appelé comme héritier à la même succession partagée par anticipation ?

En d'autres termes : Le petit-fils qui n'est pas appelé à succéder immédiatement à son aïeul, et qui cependant participe au partage anticipé de cet aïeul comme donataire, en même temps que son auteur immédiat vient y prendre part comme héritier, doit-il jouir de la modération de droits prononcée par l'art. 5 de la loi du 16 juin 1824 ? (Rés. aff.)

Le 16 juin 1835, partage anticipé, sous la forme d'une donation entre vifs, par M. le comte de Montélegier, de tous ses biens entre ses trois filles. Dans le même acte il donne une part de ces mêmes biens à son petit-fils, dont la mère figurait au partage pour sa part héréditaire.

Lors de l'enregistrement de cet acte, le receveur perçut deux espèces de droits ; 1° le droit modéré par la loi du 16 juin 1824 sur les biens partagés entre les trois filles de M. de Montélegier ; 2° le droit ordinaire de mutation tel qu'il est fixé par les lois des 22 frimaire an VII, art. 69, §§ 4 et 6, et 28 avril 1816, art. 54, sur la donation faite au petit-fils.

Celui-ci (le sieur Pavin de la Forge) demanda la restitution de tout ce qui excédait le taux déterminé par la loi du 16 juin 1824, dont il se prétendait en droit de réclamer le bénéfice.

Refus par la régie. Jugement du Tribunal de Valence qui ordonne la restitution.

Pourvoi en cassation au nom de la régie pour violation de l'art. 69 de la loi du 22 frimaire an VII, de l'art. 54 de celle du 28 avril 1816, et fausse application de l'art. 5 de la loi du 16 juin 1824.

Pour écarter l'application de cette dernière loi, la régie faisait le raisonnement suivant :

Des dispositions combinées des art. 1075 et 1078 du Code civil, relatifs aux partages anticipés, il résulte, d'une part, que les expressions enfans et descendans que la loi appelle à ces sortes de partages doivent s'entendre, 1° des enfans vivans de l'ascendant ; 2° des enfans de ceux du même ascendant qui sont décédés ; d'autre part, que les uns et les autres sont seuls nécessairement appelés au partage, et que les petits enfans n'ont, en leur qualité, aucun droit à prétendre sur les biens à partager tant que leur auteur immédiat existe.

Sans doute ils peuvent y figurer comme donataires ; mais alors, à leur égard, l'acte de l'ascendant n'est plus un partage, mais une libéralité qui ne peut jouir de la faveur que la loi du 16 juin 1824 réserve uniquement aux partages d'ascendant.

Dans l'espèce, il n'y a eu et il ne pouvait y avoir de partage qu'à l'égard des trois filles de M. de Montélegier, parce que seules elles étaient appelées, d'après les articles 1075 et 1078 sagement entendus, à recueillir la succession anticipée de leur père.

Le petit-fils de M. de Montélegier, du vivant de sa mère, n'avait rien à prétendre sur les biens de son grand-père. S'il a été appelé à profiter d'une part de ces biens, c'est par la volonté de ce dernier, et non en vertu d'un droit qui lui fût actuellement propre. C'est une donation qui lui a été faite, et dont il doit payer les droits d'après les règles ordinaires.

Cette distinction, plus subtile que solide, n'a pu trouver accès dans l'esprit des magistrats auxquels elle était soumise.

La Cour a rejeté le pourvoi sur les conclusions conformes de M. Lebeau, conseiller, faisant fonctions d'avocat-général, et par les motifs ci-après :

Attendu qu'il résulte du rapprochement des articles 1075 et 1076 du Code civil ; 1, 69, § 5, n° 4, loi du 22 frimaire an VII et 5 de la loi du 16 juin 1824, que la faculté que les articles susdés du Code civil accordent aux pères, mères et autres ascendants de faire entre leurs enfans et descendans par actes entre-vifs ou testamentaires, la distribution anticipée de leurs biens, comprend nécessairement celle de distribuer ces biens, *omisso medio*, à tous les descendans, en respectant les proportions et limites que la loi a prescrites ;

Que la susdite loi de frimaire an VII, art. 69, § 5, n° 4, comprend sous la désignation de ligne directe, tous les enfans ou descendans des donateurs ;

Que l'art. 5 de la susdite loi de 1824 comprend également dans sa disposition les donations entre-vifs en ligne directe, et doit profiter à tous les enfans ou descendans en ligne directe ;

Attendu qu'en décidant dans l'espèce qu'un descendant en ligne directe, appelé par la disposition de son aïeul devant jouir du bénéfice de modération, l'arrêt attaqué n'a violé aucune loi.

(M. Borel, rapporteur. — M^e Teste-Lebeau, avocat.)

CHAMBRE CIVILE. — Audience du 9 décembre.

(Présidence de M. le comte Dumoyer, conseiller.)

La signification d'un arrêt d'admission avec assignation devant la chambre civile, à la requête de celui qui l'a obtenu, après son décès, est-elle nulle ? (Oui.)

Le sieur Pillon s'était pourvu en cassation contre un arrêt de la Cour royale de Paris ; il décéda quelque temps avant l'admission de son pourvoi ; ses fils renoncèrent à sa succession, et signifièrent leur acte de renonciation au sieur Germain, qui avait obtenu l'arrêt contre lequel il y avait pourvoi. L'arrêt d'admission fut signifié, par erreur, à la requête du sieur Pillon, alors décédé depuis treize mois. L'un des fils, usant de la faculté accordée par l'article 790 du Code civil, revint contre sa renonciation, et afin de soutenir le pourvoi, il accepta la succession de son père sous bénéfice d'inventaire. Il se présentait devant la chambre civile.

M^e Lemarquière, son avocat, tout en convenant des irrégularités de la procédure, a cherché à établir qu'aucune déchéance ne pouvait être opposée à son client. L'avocat a fait remarquer que si, aux termes de l'article 61 du Code de procédure, l'ajournement devait contenir, à peine de nullité, les nom et qualités du demandeur, il n'en était pas ainsi pour la signification d'un arrêt d'admission. Ce n'est point le Code de procédure qui règle la manière de procéder en Cour de cassation. C'est toujours le règlement de 1738 qui régit la matière. Or, l'article 6, titre 1^{er}, 2^e partie de ce règlement, dispose : *Lorsque les instances sont introduites par arrêts de soit communiqué (aujourd'hui arrêts d'admission), la signification desdits arrêts emportera de droit sommation d'y satisfaire et de se présenter en conseil dans les délais prescrits.* La signification d'un arrêt d'admission, a continué l'avocat, contient deux parties : l'assignation et la notification de l'arrêt. Dès que la notification est régulière, peu importe que l'assignation le soit ou ne le soit pas, puisque le défendeur est tenu de satisfaire à l'arrêt d'admission, c'est à dire de se présenter devant la chambre civile. Il a cité plusieurs arrêts de la Cour de cassation, notamment un du 2 novembre 1807, qui ont jugé que l'omission de l'une des indications prescrites par l'article 61 du Code de procédure, n'entraîne pas la nullité de la signification de l'arrêt d'admission.

M^e Crémieux, dans l'intérêt du défendeur, a fortement argumenté de cette circonstance que les héritiers avaient signifié leur acte de renonciation avant la signification de l'arrêt d'admission, et que si l'un d'eux a accepté depuis sous bénéfice d'inventaire, il n'a pu rien changer aux droits acquis par son client, en vertu de la seconde partie de l'article 790 du Code civil.

M. l'avocat-général Laplagne-Barris, adoptant cette opinion, a conclu au rejet.

La Cour, après une heure de délibéré dans la chambre du conseil, a rendu l'arrêt suivant :

La Cour, considérant que la signification de l'arrêt d'admission a eu lieu le 15 mars 1835, au nom de Pillon père ; qu'à cette époque celui-ci était décédé depuis le 6 février 1832 ; que ce décès avait été connu du défendeur par la notification à lui faite à la requête des enfans Pillon de la répudiation de la succession de leur père, répudiation qui avait eu lieu dès le 8 octobre 1835 ;

Considérant que l'assignation donnée à la requête d'un homme mort est nulle, d'où il suit que le sieur Pillon fils est non-recevable à se présenter devant la chambre civile ;

Rejette.

TRIBUNAL DE COMMERCE DE PARIS.

(Présidence de M. David Michau.)

Audience du 28 décembre.

QUESTION NEUVE.

En matière d'arbitrage forcé, la qualité de failli concordataire est-elle un motif de récusation contre un arbitre-juge ? (Rés. nég.)

En 1832, M. Savoye, ancien négociant à Amiens, fut nommé l'un des arbitres-juges dans une contestation relative à un apurement de comptes sociaux, survenue entre M. Fossart et les héritiers de feu M. Pouchain. Ces derniers s'imaginèrent que M. Savoye était animé contre eux de sentimens hostiles, et, dans cette persuasion, ils firent des efforts multipliés pour l'éliminer du tribunal arbitral. Suivant eux, M. Savoye n'était pas négociant, et, d'après les termes du compromis, il fallait avoir cette qualité pour pouvoir juger le différend. L'arbitre avait présidé lui-même au redressement des écritures sociales qu'un avant-faire droit avait ordonné. Il y avait eu des scènes de violence entre les héritiers Pouchain et M. Savoye ; on ne pouvait plus attendre de ce dernier ni le sang-froid ni l'impartialité du juge. Tous ces motifs de récusation furent rejetés par treize jugemens et arrêts. Enfin, les héritiers crurent avoir fait une découverte qui, cette fois, allait leur faire atteindre le but de tous leurs vœux. Ils se hâtèrent donc d'intenter leur quatorzième procès ; ils avaient découvert, en feuilletant par mégarde, dans le cabinet de M. Savoye, un registre qu'ils supposaient leur

appartenir, mais qui, en réalité, était un livre confidentiel de l'arbitre, que celui-ci avait été déclaré en état de faillite en 1821, qu'il avait été poursuivi comme coupable de banqueroute frauduleuse, et qu'il avait concordé à 15 pour cent. Ce fut sur ces circonstances que les héritiers Pouchain fondèrent leur nouveau motif de récusation, et ils profitèrent de cette occasion pour reproduire leurs anciens griefs. Nous laissons à l'écart les considérations de fait et les détails de la procédure, qui sont d'ailleurs expliqués avec précision dans le jugement dont on va lire le texte. Nous nous hâtons d'arriver à la discussion du point de droit.

M^e Schayé a soutenu que le failli concordataire était inhabile à exercer les fonctions d'arbitre dans une contestation sociale. « S'il avait été au pouvoir des parties, a dit l'agréé, de recourir à la justice ordinaire du pays, et que, dans cette position, elles eussent préféré soumettre la décision de leur différend à des juges de leur choix, je ne viendrais pas proposer contre M. Savoye un moyen de récusation, puisé dans un épisode fâcheux de sa vie ; car alors l'arbitrage serait purement volontaire ; les arbitres ne seraient que de simples fondés de pouvoirs, et je reconnais que le failli peut valablement recevoir le mandat de juger, comme tout autre mandat. Mais, dans l'espèce, où le débat existe entre associés et pour raison de la société, les parties n'ont pas eu la liberté de s'adresser aux juges qui ont reçu l'investiture du gouvernement ; elles ont été contraintes de se faire juger par des arbitres ; il leur a fallu, bon gré, mal gré, constituer un tribunal arbitral ; l'accès des tribunaux ordinaires leur était interdit. L'arbitre, en matière de contestations sociales, est imposé par le législateur ; il est donc le juge de la loi. Il est par conséquent sur la même ligne que les membres des Tribunaux de commerce. Comme ceux-ci, il doit avoir la pleine jouissance des droits de famille et de cité. Le juge de la loi doit, comme la femme de César, n'être pas même l'objet de l'ombre d'un soupçon. Comment admettez-vous à l'exercice sacré des fonctions de juge un homme qui a subi la fletrissure d'une faillite, et qui n'est même pas digne d'avoir entrée à la Bourse ? »

M^e Martin-Leroy a pensé que le nouveau grief des héritiers Pouchain ne constituait pas une incapacité ; que ce n'était qu'une considération morale de laquelle on ne pouvait faire résulter un motif sérieux de récusation ; que les incapacités et la récusation étaient de droit étroit ; qu'il fallait un texte de loi qui les établit ; qu'on ne pouvait les créer par induction ; qu'aucune loi n'empêchait un failli de faire partie d'un Tribunal arbitral ; qu'il n'y avait aucune assimilation à faire entre un juge et un arbitre ; que, dans l'arbitrage forcé comme dans l'arbitrage volontaire, les arbitres n'étaient que les mandataires des parties, réglant aux lieux et place de celles-ci, les comptes sur lesquels elles n'avaient pu tomber d'accord ; tandis que le juge proprement dit jugeait, quelle que fût la volonté des contestans, et se trouvait saisi du litige non par son choix ou celui des parties, mais par la seule force de la loi ; que le nouveau motif de récusation des héritiers Pouchain devait donc avoir le même sort que les précédens, qui tous avaient été rejetés sans aucune exception.

Le Tribunal, Attendu que, par jugement en date du 18 mars 1834, les pouvoirs des arbitres ont été contradictoirement prorogés pour trois mois ; que, le 15 juin suivant, sur la demande introduite par le défendeur actuel à fin de nouvelle prorogation, la position particulière des demandeurs, qui alors étaient en appel, a été invoquée comme étant suspensive ; que, le 19 août suivant, est intervenu le désistement de leur appel ; et enfin que, par nouveau jugement du 21 août dernier, rendu par défaut, et frappé d'opposition le 4 septembre suivant, les pouvoirs des arbitres ont été de nouveau prorogés pour trois mois ;

Attendu que, d'après le système des demandeurs eux-mêmes, le délai fixé par le jugement du 18 mars n'avait point couru, par l'effet de l'appel, jusqu'au jour du désistement, c'est-à-dire jusqu'au 19 août ; qu'ainsi, le 21 août, la prorogation accordée par le jugement aujourd'hui attaqué pouvait être utilement demandée ;

Attendu qu'une partie des moyens invoqués contre la prorogation de pouvoirs en la personne du sieur Savoye, ont déjà été appréciés par le jugement du 18 mars ; qu'alors, comme aujourd'hui, on prétendait que le sieur Savoye n'avait pas la qualité de négociant nécessaire pour faire partie, d'après le vœu des contractans, du Tribunal arbitral ; que l'animosité personnelle que l'on prétend exister entre cet arbitre et les demandeurs, était également un des moyens de la défense ;

Attendu qu'à cet égard, il a été statué par le jugement du 18 mars, et que ces moyens doivent être écartés aujourd'hui ;

Attendu qu'il n'est pas dénié qu'en 1821 le sieur Savoye a été déclaré en état de faillite ouverte, et que, plus tard, il a obtenu de la bienveillance de ses créanciers, un concordat à 15 p. 100 ; que, si, dans une semblable position, il est à désirer qu'un failli ne s'expose pas à voir s'élever contre lui les récriminations qui ont été plaquées dans l'espèce, et qui sont loin d'être dénuées d'une certaine force morale, on ne voit pas cependant dans la loi des moyens qui permettent d'accueillir le système de la demande ; qu'en effet, le failli, s'il est, pendant sa faillite, dessaisi de l'administration de ses biens, se trouve, par le concordat, rétabli à la tête de ses affaires ; que d'ailleurs il n'est ni avant ni après le concordat, frappé d'incapacité ;

Attendu, en outre, que la nomination du sieur Savoye, comme arbitre, remonte au mois de mars 1832 ; qu'il était alors dans la même position où il se trouve aujourd'hui ; que la faillite n'est pas une chose secrète, mais publique ; que les

héritiers Pouchain pouvaient en avoir connaissance, et que cependant ils ont agréé, ainsi que cela résulte du procès-verbal dudit jour 24 mars 1852, le sieur Boyvo pour arbitre-juge; qu'aujourd'hui, il pourrait y avoir de graves inconvénients à constituer un nouveau Tribunal arbitral; si, avant de prononcer leur sentence, les nouveaux arbitres devaient étudier les pièces aussi long-temps qu'ont dû le faire les anciens;

Par ces motifs, le Tribunal déboute les héritiers Pouchain de leur opposition au jugement par défaut du 21 août dernier: ordonne que ce jugement sera exécuté selon sa forme et teneur, et prorogé de trois mois, à compter de ce jour, les pouvoirs des arbitres-juges; condamne, en outre, les héritiers Pouchain aux dépens.

JUSTICE CRIMINELLE.

COUR DE CASSATION. — Audience du 29 novembre,

(Présidence de M. le conseiller Choppin d'Arnouville.)

LA RÉGIE DES CONTRIBUTIONS INDIRECTES CONTRE BOISBERGUE.

1° La confiscation des matières d'or revêtues de marques de poinçons soudées, est-elle une peine dans le sens de la loi criminelle? (Rés. nég.)

2° Lorsque le possesseur d'ouvrages d'or saisis en contravention a été poursuivi criminellement aux termes de l'article 108 de la loi du 19 brumaire an VI, et déclaré non coupable par le jury, la Cour d'assises peut-elle refuser de statuer sur cette confiscation demandée au nom de la régie, par le motif que la réponse négative du jury ayant porté et sur le fait qui donnait lieu à la poursuite, et sur la culpabilité de l'accusé, il n'était plus permis de rendre celui-ci passible d'aucune peine? (Rés. nég.)

Nous ne tracerons ici qu'une analyse succincte des faits de cette cause, dont le rapport de M. le conseiller de Saint-Marc présentait un lumineux exposé.

Le 10 mai 1852, le sieur Bère, fabricant de bijoux, adressa au bureau de la garantie de Paris une demande en restitution des deux tiers du droit de marque perçu, disait-il, sur une quantité considérable de bijoux qu'il destinait à l'exportation. Vérification faite de ces objets, il demeura constant que 148 bagues et 50 paires de boucles d'oreilles à pendeloques étaient au-dessous du titre légal, et que les marques de la garantie, empruntées à de vieux bijoux, avaient été soudées sur ceux-ci. Au moment de la saisie qui suivit cette découverte, le sieur Bère déclara qu'il tenait ces bijoux du sieur Boisbergue, fabricant, à Paris; il produisit les factures qui justifiaient cette acquisition et sa bonne foi; et Boisbergue, de son côté, confirma la vérité de cette déclaration, en observant toutefois que ce que la régie considérait comme des soudures, n'était que le résultat du travail particulier auquel les bijoux avaient été soumis.

Ces faits donnèrent lieu à une instruction criminelle et, une expertise ayant démontré que les marques des poinçons étaient en effet entées, soudées et contre-tirées, Boisbergue fut renvoyé devant la Cour d'assises de la Seine, pour l'application de l'art. 108 de la loi du 19 brumaire an VI, lequel prononce la peine de six ans de fers contre celui qui possède des matières d'or avec connaissance que leur poinçonnage est enté ou soudé.

La question soumise au jury, conforme à l'acte d'accusation et à l'arrêt de renvoi, était ainsi conçue :

« Boisbergue est-il coupable d'avoir, en mai 1852, été possesseur, avec connaissance, d'ouvrages d'or sur lesquels les marques des poinçons de garantie se trouvaient entées et soudées? »

La réponse du jury ayant été négative, la mise en liberté de Boisbergue fut immédiatement ordonnée; mais la régie, partie civile dans cette instance criminelle, conclut aussitôt à ce que, nonobstant l'acquiescement de l'accusé, la confiscation des bijoux fût prononcée à son profit.

Sur cet incident la Cour statua en ces termes :

Considérant que la question soumise au jury, et contre laquelle la partie civile n'a élevé aucune réclamation, comprenait l'ensemble des faits qui avaient fait l'objet des poursuites dirigées contre Boisbergue;

Que la réponse négative du jury, pure et simple, et sans réserve, entraînait l'acquiescement de l'accusé, et ne permettait plus d'appliquer aucune peine à raison des mêmes faits; — Considérant que les conclusions de la partie civile ne tendent pas à obtenir des dommages-intérêts, ou des restitutions civiles, mais à faire prononcer contre Boisbergue la confiscation des objets saisis; que cette confiscation serait une peine qu'après la déclaration du jury la partie civile ne peut requérir ni la Cour prononcer; dit qu'il n'échet de prononcer la confiscation demandée; ordonne que les bijoux saisis seront restitués à Philippe-Marie Boisbergue.

C'est sur cet arrêt que la régie appelait la censure de la Cour régulatrice.

La loi du 19 brumaire an VI (a dit M^e Latruffe-Montmeylan, son avocat), n'est pas à proprement parler une loi fiscale; c'est une loi de police et de protection que plusieurs nations étrangères nous envient, et à laquelle notre commerce de bijouterie doit la haute renommée dont il jouit. Elle a pour but principal de déjouer les fraudes si faciles à commettre et si difficiles à découvrir dans les matières d'or et d'argent, et de constater par l'apposition des marques de poinçons, que l'alliage qui entre dans la fabrication des bijoux ne dépasse pas les proportions indiquées par les besoins de l'art, et tolérées par les lois. De toutes ses dispositions, la seule qui doive nous occuper ici, est celle de l'article 108 qui porte : « Seront saisis et confisqués tous les ouvrages d'or et d'argent, sur lesquels les marques des poinçons se trouvent entées, soudées ou contre-tirées, en quelque manière que ce soit; et le possesseur, avec connaissance, sera condamné à six années de fers. » — Ainsi, deux prescriptions distinctes; l'une relative à la chose; l'autre à la personne qui la possède. Le sort de la chose dépend de son état matériel, elle appartient au fisc, par cela seul qu'elle présente l'un des vices prévus par la loi. Le sort de la personne est subor-

donné à la connaissance qu'elle a pu avoir de l'illégalité du poinçonnage. Mais qu'il y ait de sa part bonne foi, ou non; qu'elle soit acquittée, ou condamnée, la confiscation n'en doit pas moins être prononcée; l'absolution du prévenu ne peut pas absoudre la chose, ni en autoriser la restitution. L'arrêt n'objecte que la question posée au jury « était complexe et embrassait l'ensemble de tous les faits; » c'est-à-dire que les jurés avaient prononcé tout à la fois et sur l'illégalité du poinçonnage et sur la connaissance qu'aurait pu en avoir Boisbergue. En droit, cette assertion est insoutenable; jamais un jury ne peut être appelé à décider si les marques de la garantie sont vraies ou fausses; cette question, déjà résolue et par un procès-verbal régulier, non argué de faux, et par le résultat d'une expertise judiciaire, devait de sa nature être dévolue au Tribunal correctionnel, si la question de criminalité n'y eût pas été mêlée. Dans l'espèce, elle appartenait, comme accessoire, à la Cour d'assises elle-même, parce qu'il y avait poursuite criminelle et conclusions expresses de la partie civile. Or, le fait qui donnait lieu à la poursuite devait être énoncé, parce qu'il caractérisait la criminalité; mais il ne s'ensuit pas qu'il était mis en question comme la criminalité elle-même. Autrement il faudrait dire que la poursuite criminelle était basée sur un doute, ce qui serait une monstruosité.

L'avocat de la régie termine par des considérations dont l'objet est de prouver que l'arrêt attaqué n'est pas susceptible d'exécution, et qu'il ne peut en résulter que de graves dangers et une déplorable perturbation dans le commerce des ouvrages d'or.

M^e Adolphe Chauveau, défenseur de Boisbergue, intervenant, s'exprime en ces termes :

« Il est incontestable que la criminalité du fait reproché à Boisbergue, reposait sur deux conditions : la première, que les bijoux saisis fussent de fraude; la deuxième, qu'il eût connaissance de cette fraude. En effet, si les marques des poinçons eussent été régulières, il ne pouvait y avoir de crime à les posséder, aussi bien qu'il ne pouvait y avoir de crime pour celui qui eût ignoré cette irrégularité. Donc la question soumise au jury était celle-ci : Boisbergue est-il coupable d'avoir, en mai 1852, été possesseur, avec connaissance, d'ouvrages sur lesquels les marques des poinçons de garantie se trouvaient entées et soudées; cette question, disons-nous, était complexe, puisque sa négation ou son affirmation devait comprendre nécessairement la négation ou l'affirmation des faits qui constituaient la criminalité. Or, cette criminalité résultant de deux faits, la fraude et la connaissance de la fraude, le jury qui, sans distinction aucune, niait la culpabilité, en niait, par conséquent, tous les éléments. On objecte que la confiscation n'est pas une peine. — Qu'elle soit une peine ou non, elle ne pouvait être prononcée dès que la réponse du jury détruisait la présomption de fraude qui pouvait résulter de l'expertise. Est-il vrai d'ailleurs que la confiscation ne soit pas une peine? Elle n'est pas une peine corporelle, personnelle, soit; mais c'est une peine réelle, pécuniaire. Ce qui prouve que la confiscation est une peine, c'est qu'elle ne peut être prononcée par un Tribunal civil, mais bien par un Tribunal criminel. Or, qu'est-ce donc qu'une condamnation, répressive d'un fait, émanée d'un Tribunal criminel, si ce n'est pas une peine? »

M. l'avocat-général Parant prend la parole. Ce magistrat soutient qu'après la décision du jury, tout n'est pas terminé entre la partie civile et l'accusé; qu'il reste à prononcer sur les répétitions respectives qu'elles peuvent avoir à prétendre; et que l'article 366 du Code d'instruction criminelle imposait à la Cour l'obligation de statuer sur la demande de la régie; qu'en s'en référant, à cet égard, à la réponse du jury, la Cour d'assises de la Seine a méconnu sa compétence. Il ajoute que la confiscation ne pouvait pas dépendre, dans l'espèce, de l'absolution ou de la condamnation de Boisbergue; qu'elle ne s'applique qu'à la chose et non à la personne, selon le texte de l'article 108; qu'elle n'est, en un mot, que la réparation d'un dommage causé au Trésor public. En conséquence, M. l'avocat-général conclut à la cassation.

Conformément à ces conclusions, et après un long délibéré, M. le président a prononcé l'arrêt suivant :

Attendu que les conclusions de la régie, tendantes à la confiscation des matières d'or et d'argent saisis sur Bère, n'étaient autre chose qu'une demande en dommages-intérêts dont la Cour d'assises devait connaître;

Qu'en se croyant liée à cet égard par la réponse négative du jury, et en motivant sur cette réponse son refus de prononcer elle-même, la Cour a méconnu sa compétence et formellement violé l'art. 366 du Code d'instruction criminelle;

Casse et annule... et, pour être fait droit, renvoie la cause et les parties devant la Cour d'assises de Seine-et-Oise, à ce spécialement désignée par délibération de la chambre du conseil, pour y être statué sur la demande de la régie, sans intervention de jurés.

COUR ROYALE DE PARIS (chambre d'accusation).

Séance du 26 décembre 1854.

PRÉVENTION DE FAUX. — CIRCONSTANCES BIZARRES.

Dans les premiers jours d'août 1854, le sieur Q... se rendit à Orléans à la sollicitation du sieur C..., et se présenta sous le nom de celui-ci, devant la Faculté des lettres de cette ville, pour subir l'examen de bachelier. Il passa en effet cet examen après avoir consigné la somme de 60 fr. au secrétariat de la Faculté; et un certificat d'aptitude lui ayant été accordé par les membres de la commission, il apposa la signature Ch. C... sur cette pièce destinée à être transmise au ministère de l'instruction publique pour l'obtention du diplôme.

Le sieur Q... a déclaré que le sieur C..., qu'il connaissait depuis deux ans comme faisant des répétitions pour préparer les jeunes gens au baccalauréat ès-lettres, lui avait écrit le 9 août pour l'engager à passer chez lui; qu'il s'était en effet rendu chez cet individu, et que celui-

ci l'avait aussitôt pressé de partir pour Orléans, afin d'obtenir un diplôme de bachelier ès-lettres au nom d'un jeune homme appelé Ch. C...; qu'ayant consenti à ce qu'il lui était demandé, on lui remit un passeport au nom de naissance du même individu au secrétariat de l'Académie de droit de Paris, et la somme nécessaire pour pourvoir aux frais de voyage et d'examen.

Le Tribunal de première instance de la Seine a fait à ces trois individus application des art. 59 et 147 du Code pénal, et décerné contre eux ordonnance de prise de corps.

Mais, contrairement au réquisitoire du procureur-général, la Cour royale (chambre d'accusation) a rendu l'arrêt suivant :

« Les premiers juges ont fait une appréciation vicieuse des faits établis par l'instruction. En effet, l'action reprochée aux trois inculpés ne constitue pas un faux légalement caractérisé. La pièce à l'égard de laquelle le faux aurait été commis est un certificat d'aptitude. Or, il ne s'agit ni de poursuites exercées pour crime de faux en matière de certificat que dans les circonstances suivantes : 1° si la pièce fautive est du nombre des certificats désignés dans les art. 159, 160, 161 du Code pénal, et aucune disposition de la loi n'est applicable au faux certificat d'aptitude; 2° s'il résulte du faux commis dans ce certificat lésion envers des tiers, ou préjudice envers le Trésor royal, et si ce fait devient ainsi passible des peines des art. 145, 146 et 147 du Code pénal, dans les termes de l'art. 162 du même Code.

En fait, le faux certificat ne saurait produire préjudice pour le Trésor; il ne lèse point les intérêts des tiers; aucune disposition de la loi ne lui donne donc le caractère de faux.

Considérant que ces faits ne constituent ni crime ni délit prévus par le Code pénal;

Annule l'ordonnance, et dit qu'il n'y a lieu à suivre. M. le procureur-général s'est pourvu en cassation contre cet arrêt.

Ceux de MM. les souscripteurs dont l'abonnement expire le 15 janvier, sont priés de le faire renouveler, s'ils ne veulent point éprouver d'interruption dans l'envoi du journal, ni de lacune dans les collections. L'envoi sera supprimé dans les trois jours qui suivront l'expiration.

Le prix de l'abonnement est de 17 fr. pour trois mois, 54 fr. pour six mois, et 68 fr. pour l'année.

CHRONIQUE.

DÉPARTEMENTS.

— On nous mande de Fougères (Ille-et-Vilaine), le 12 janvier :

« Encore un accident arrivé à un chasseur : un jeune homme nommé Hardy, qui habitait Fougères, était parti avec un soldat de la garnison. Un dimanche matin, ils partirent tous les deux et vont chercher des bécassines dans les prés, auprès de la ville. Ils étaient séparés par une simple haie, quand une bécassine part du fossé; le jeune homme la tire, mais à l'instant où il lâchait le coup, le soldat qui avait entendu le bruit des ailes du gibier, se lève précipitamment et reçoit une partie du plomb dans la tête. Le malheureux Hardy s'empresse de chercher du secours; mais la blessure était trop grave, et le fermier voisin, qui s'est hâté d'accourir, n'est arrivé que pour voir expirer le blessé, et être témoin du désespoir de celui qui lui avait involontairement donné la mort.

Hardy est allé en pleurant raconter son malheur à M. le procureur du Roi. Traduit en police correctionnelle comme coupable de meurtre par imprudence, il a été condamné par le Tribunal de Fougères en trois mois d'emprisonnement et 50 francs d'amende, minimum de la peine prononcée par l'art. 319 du Code pénal.

La gendarmerie de Fougères vient de découvrir un dépôt de balles chez un fermier de la commune de Parigné; elles faisaient sans doute partie d'un envoi de 15,000 cartouches qui fut fait à la chouannerie en 1815, avec une cargaison de fusils anglais. Même sous la restauration, ces armes et munitions avaient été mises en réserve et cachées dans le pays.

Un réfractaire a été reconnu et arrêté au moment même où, sous de fausses désignations, et à l'aide d'un certificat faux, assure-t-on, il cherchait à se procurer des papiers à la sous-préfecture de Fougères, pour voyager en sûreté.

— Le nommé Ribol, Antoine, de la commune de Tournemire, canton de Saint-Cernin, a été trouvé mort, le 29 décembre dernier, dans la commune de Chaliers, arrondissement de Saint-Flour. Tout annonce que ce malheureux est mort par l'effet du froid. Aucune trace de violence n'a été trouvée sur sa personne; il avait sur lui une somme de 150 fr.

— Le fils d'un armurier d'Amboise, âgé de treize ans, était occupé dans la boutique de son père à nettoyer un fusil; ne soupçonnant aucun danger, il laissa partir la détente, mais l'arme se trouvait malheureusement chargée, et comme le canon était dirigé vers la rue, une partie de la charge alla frapper la femme d'un employé des contributions indirectes, qui se trouvait à la fenêtre, au premier étage d'une maison située vis-à-vis de celle de l'armurier. Cette dame, âgée de dix-neuf ans et enceinte, a reçu une douzaine de grains de plomb dans la tête; quoique cette blessure soit grave, on espère qu'elle n'aura pas de suites fâcheuses.

— Trideau, dit Sans-Peur, âgé de vingt-quatre ans, né à Saint-Mars-sur-Colmont, arrondissement de Mayenne, retardataire de la classe de 1850, a comparu le 6 janvier devant la Cour d'assises de la Mayenne, comme prévenu d'avoir fait partie des bandes armées, et comme auteur et

complice de soustractions d'armes à force ouverte, en réunion et dans des maisons habitées.

Le jury ayant admis des circonstances atténuantes, Trideau a été condamné à dix années de reclusion, à une heure d'exposition et à la surveillance de la haute police pendant sa vie.

— La Cour d'assises de la Somme a condamné à la peine capitale le nommé Tétu, de la commune de Tours, près Abbeville, convaincu d'avoir empoisonné sa belle-sœur, et tenté d'empoisonner son beau-frère.

— Deux affaires intéressantes ont été jugées le 6 de ce mois aux assises de la Meuse, présidées par M. Sanson-netti.

Marguerite Raymond, âgée de 49 ans, veuve de Gaspard Bugnoit, couturière, demeurant à Verdun, née à Damvilliers, accusée d'avoir fabriqué un billet de 500 fr. à son profit, au nom et à la charge de Simon Massart, vigneron à Verdun, chez qui elle logeait, et d'avoir fait sciemment usage de ce billet faux, en le transportant à Barbe Trouslard, de Damvilliers, a été déclarée non coupable.

Dans cette affaire, un sieur Nicolas Trouslard, boulanger à Damvilliers, frère de la demoiselle Trouslard, à qui le billet argué de faux avait été cédé, comparait comme témoin. Sa déclaration ayant paru faussée, le ministère public avait requis son arrestation; mais la Cour ayant sursis à prononcer sur cette arrestation, s'est contentée de réprimander Nicolas Trouslard en public, après l'acquiescement de la veuve Bugnoit.

— A cette cause a succédé celle de Théodore Aubry, âgé de 66 ans, tonnelier à Villers-aux-Vents, canton de Revigny, né à Neuville-sur-Orne, même canton. Il a été convaincu d'avoir, le 12 octobre dernier, commis un homicide volontaire avec préméditation, sur la personne de Jean-Louis Aubry son fils, en lui tirant, à bout portant, un coup de fusil qui lui a donné la mort à l'instant; le jury ayant déclaré qu'il existait des circonstances atténuantes en faveur de l'accusé, la Cour a condamné Théodore Aubry à 10 années de travaux forcés, à l'exposition et aux frais.

— La Cour royale de Rouen, chambre des appels correctionnels, s'est occupée, pendant deux audiences, sous la présidence de M. Carel, d'une affaire d'homicide par imprudence. Micolier, conducteur d'une voiture qui a occasionné la mort d'un passant, avait été condamné, par le Tribunal correctionnel de Neufchâtel, à trois mois de prison, à l'amende et à 6000 fr. de dommages-intérêts, au profit des héritiers du défunt. La Cour a réduit les dommages-intérêts à 1200 fr., et la peine d'emprisonnement a été supprimée.

— Dans une autre affaire portée devant la même Cour, il s'agissait d'un charivari donné par les jeunes gens de Gaillefontaine à la servante du curé, à l'occasion de son mariage; non que la conduite de la nouvelle mariée eût jamais causé le moindre scandale, mais parce qu'elle avait refusé de se soumettre à un usage depuis long-temps établi dans la commune. Cet usage consiste à payer un violon pour la publication du second ban; la servante du curé, dans une intention pieuse, n'avait point voulu faire danser la jeunesse, au risque d'envoyer quelques âmes à Satan. De là, irritation des jeunes gens de Gaillefontaine, puis charivari avec accompagnement d'injures, et par suite citation devant le Tribunal de police correctionnelle de Neufchâtel. Un charivariseur, condamné et mécontent, avait porté appel; mais une fin de non recevoir n'a pas permis de l'écouter; il fera donc ses vingt-quatre heures de prison.

PARIS, 12 JANVIER

La Cour des pairs a prononcé aujourd'hui sur le sort de 25 inculpés. Il s'agit toujours du fait d'attentat.

Elle a mis en accusation les sieurs Blanc (Claude), ouvrier en soie; Chéry (Louis), ouvrier ferblantier; Cachot (Claude), entrepreneur de travaux publics; Rocinski, polonais; Mazoyer (Claude), serrurier; Ratinié (Etienne), chef d'atelier; Butet (Jacques), ouvrier en soie et surveillant de nuit; Charmy (Jean-Laurent), ouvrier en soie; et Charles (Simon-Gilbert), menuisier. — En tout: neuf accusés.

Elle a mis hors de cause les sieurs Garcin (Félix), ouvrier en soie; Marel aîné; Chapuis (Marius); Petevy (Alexandre); Heer (Frédéric); Déglé (Théophile); Minet (Claude); Fontaine (Bruno-Antoine); Régnier (Jean); Charpentier; Gille (Joseph); Roux (André); Jullard; Thiver (Dominique), âgé de seize ans; Paulandré (Michel); Ramondetti (Jean). — Total: seize non-lieu.

A la demande de M. le procureur-général, elle a sursis à prononcer jusqu'après les mises en accusation, sur les absents: Billet, Guélard (Edouard), Sibille aîné et Sibille cadet, Onke de Wurth (anglais), Sannier (Laurent), Breithbach, Couchoud (troisième des frères), Reinhard, Muguet, Veyron, Musard, Paquet, Mollon (Barthélemy), Mollon (Jean-Pierre) et Fayard.

On sait que le nombre des inculpés de Lyon dont M. le procureur-général demande la mise en accusation, s'élève à 169. Il y a jusqu'à ce jour sur ce nombre 56 mises en accusation, 51 non lieu et 29 sursis.

L'audience est renvoyée à demain, à la suite de la séance législative dans laquelle doit être présenté le rapport sur la construction d'une salle provisoire.

— M. Dameuve, conseiller honoraire à la Cour royale, et qui était membre de cette Cour depuis son origine, est décédé hier.

— Par un arrêt confirmatif d'un jugement du Tribunal de première instance de Paris, la 1^{re} chambre de la Cour royale a déclaré qu'il y avait lieu à l'adoption de M^{lle} Kytton par M. le comte de Sorgo.

Après avoir prononcé cet arrêt, M. le premier président Séguier a fait observer que la qualification de comte

ne devait pas être donnée dans la rédaction de l'arrêt, à M. de Sorgo, attendu que dans les usages de la Cour, les titres de noblesse n'étaient écrits dans les arrêts, qu'autant qu'ils résultaient de lettres-patentes entérinées en la Cour.

Un de MM. les conseillers: Ce titre a été donné à l'adoptant par une ordonnance du Roi, qui se trouve au dossier.

M. le premier président: Cela est différent.

— On lit aujourd'hui dans le Moniteur:

« Une dépêche de Bayonne, arrivée à Paris, annonce que M. Mazé, commandant de l'*Hirondelle*, en station à Bilbao, a été assassiné le 1^{er} janvier, à neuf heures du soir, en revenant de chez le consul, se rendant à son bord. Son cadavre a été trouvé sur la route par un officier anglais. On pense que le crime a été commis par cinq carlistes. Une enquête a été commencée sur le champ à ce sujet.

— Deux jeunes conscrits de l'arrondissement de Chinon, tous deux de la classe de 1855, camarades d'enfance, liés ensemble d'une étroite amitié, avaient obtenu l'autorisation de passer à Paris, devant le conseil de révision. Villoteaux avait été réformé comme atteint d'un mal au pied, mais Dotran n'avait pas les mêmes motifs d'exemption; et bien que le numéro qu'il avait tiré, fût assez éloigné pour lui donner de l'espoir, toutefois il n'était pas sans quelques inquiétudes. Est-ce pour ce motif que Villoteaux se présenta pour lui et sous son nom, au conseil de révision, et Villoteaux avait-il bien l'intention de mettre au service de son ami, le pied boiteux qui, la veille, l'avait tiré d'affaire? ou bien, ainsi que l'ont soutenu à l'audience de la Cour d'assises, Villoteaux et Dotran, qui comparaissent sur le banc des accusés, comme coupables de tentative de faux par supposition de personnes, Villoteaux ne voulait-il que demander au conseil de révision un délai pour son ami, qui ne pouvait venir en personne? C'est ce que le jury avait à juger. Il y avait bien, dans les détails des faits, quelque chose d'accusateur contre les deux amis; car enfin Dotran avait remis à Villoteaux sa lettre de convocation et son livret; de plus, Villoteaux ne s'était pas, tout d'abord, attaché à décliner l'objet de sa présence; mais il s'était, en se déshabillant, ainsi que cela est d'usage dans les conseils de révision, mis en mesure de passer à la visite. Cependant, comme ces deux jeunes gens ne paraissaient pas avoir agi dans une intention criminelle, et que de nombreux certificats constataient que leur conduite passée pouvait répondre, d'une manière satisfaisante, de leur conduite à venir, le jury n'a pas voulu être sévère; aussi, après avoir entendu M^e Delalain, avocat de Villoteaux, et une plaidoirie pleine de chaleur et d'entraînement de M^e Edouard Thureau, défenseur de Dotran, les accusés ont été acquittés. En entendant cette sentence, la vieille mère de Villoteaux, qui était venue exprès de Chinon pour assister au procès de son fils, a poussé un cri de joie auquel le fils a répondu par d'abondantes larmes.

— Dans son numéro du 4 de ce mois, la *Gazette des Tribunaux* a signalé M. Pion, boulanger, rue Saint-Honoré, n^o 531, comme coupable de la honteuse contravention de vendre des pains n'ayant pas le poids légal. Déjà condamné diverses fois pour ce même abus, il avait encouru la peine de la récidive; c'est-à-dire l'amende et l'emprisonnement.

Samedi, sous la présidence de M. Pinart, juge de paix du 12^e arrondissement, M. Pion venait encore à l'audience de police, se disculper contre trois procès-verbaux dressés par ordres spéciaux de M. le préfet de police.

Dans le premier procès-verbal du 21 novembre, M. le commissaire de police Nicol a constaté des déficits variés de trois onces et demie jusqu'à dix onces, sur vingt pains; dans le second, dressé le 25 novembre, par M. le commissaire Deforge, il a été établi un déficit de quatre à huit onces, sur vingt-quatre pains;

Dans le troisième, rédigé le 29 novembre, par M. Boisseau, aussi commissaire-peseur, il a été constaté que vingt-quatre pains pesaient, en moins, de trois jusqu'à huit onces.

Or, d'après cette triple récidive, en huit jours, le ministère public, dans un réquisitoire énergique, a signalé ce boulanger comme un homme incorrigible, qui, par son habitude de se livrer à la fraude, avait fixé particulièrement l'attention de M. le préfet, qui, pour mieux être édifié, avait chargé trois commissaires différents pour exercer et constater les abus chez ce boulanger. C'est en présence de procès-verbaux aussi clairs que le sieur Pion s'est vu condamner à 5 fr. d'amende et deux jours de prison, par chacune des contraventions.

— Le sieur Q..., âgé de 34 ans, jouissait naguère d'une honnête fortune, qu'il faisait fructifier encore dans diverses entreprises, rue Mouffetard. Confiant autant que crédule, il prit de nouvelles actions dans une autre entreprise, qui tomba presque aussitôt après sa création. Depuis ce moment, ce malheureux donnait parfois des signes d'un dérangement dans ses facultés intellectuelles.

Dans les derniers jours de décembre, il adressa 50 fr. à un prêtre de la capitale, pour secourir, disait-il, plus malheureux que lui. Dans les premiers jours de janvier, il demanda lui-même quelques soulagemens à ses maux en disant: « Le commencement de chaque année est une époque souvent heureuse. Les plaies profondes se cicatrisent par l'intercession d'amés charitables. D'ordinaire les prières sont écoutées et restent rarement sans fruit. J'ai besoin de secours et de consolation aujourd'hui plus que jamais, et les demander à un homme qui connaît le cœur humain, c'est être assuré que ma prière sera accueillie. »

D'autres pensées agitaient cet infortuné; il avait résolu de se noyer dans la Seine. Avant-hier, il est allé dîner dans un cabaret de la Rapée; il en est sorti un peu échauffé, mais dans un état encore loin de l'ivresse, et

s'est précipité dans la rivière. Un employé de l'entrepôt, averti par le bruit, a volé au secours de ce malheureux qui luttait contre la mort.

Sur ces entrefaites survint une femme qui était couverte d'un châle. Aussitôt un des coins de ce châle fut lancé sur la tête de l'infortuné qui allait périr, tandis que l'employé retenait l'autre extrémité pour le ramener à bord sur le rivage: « Je ne veux pas de vos secours, leur cria-t-elle, laissez-moi mourir; il y a trop long-temps que je m'ennuie sur la terre. »

Soudain ce pauvre malheureux fit un dernier effort pour s'élaner plus avant dans la rivière, et peu de minutes après il n'était plus! Un papier trouvé sur lui et tracé au crayon contenait ces mots:

« Je ne dois rien à personne; c'est une consolation pour moi; mais comme je me déplaît sur la terre, je suis bien libre de disposer de mon individu pour aller dans un monde nouveau qu'on dit meilleur que celui-ci. »

— Depuis deux mois, la *Gazette des Tribunaux* a publié la découverte de plusieurs fœtus dans les différents quartiers de Paris. La police, éveillée par cette publicité, a fait faire des recherches qui ont amené hier et aujourd'hui l'arrestation de cinq femmes, fortement soupçonnées d'être auteurs ou complices du crime d'infanticide. MM. Boys de Loury, Ollivier d'Angers, médecins, et Lafontaine, commissaire de police, se sont transportés cet après-midi au cimetière de Montmartre, en vertu d'une ordonnance de l'un de Messieurs les juges d'instruction, pour procéder à l'exhumation et à l'autopsie des divers fœtus récemment inhumés.

— En janvier 1855, une famille irlandaise passa la mer et vint s'établir dans un comté du Nord de l'Angleterre. Elle se composait de M. et M^{me} B..., Miss Anna, leur fille, âgée de 18 ans, et une vieille gouvernante qui avait élevé la jeune personne. Ils achetèrent une petite maison de campagne, assez isolée, à 19 milles d'une petite ville. Depuis plusieurs mois ils vivaient solitaires, lorsqu'une contestation de voisinage les mit forcément en rapport avec M. Edward et sa famille, dont l'habitation n'était qu'à 5 milles. Bientôt des relations d'habitude s'établirent, et vers la fin de l'année, Edward ne laissa pas passer une semaine sans venir, au moins une fois, rendre visite à la famille B... Miss Anna n'était point étrangère à cette assiduité du jeune homme. Sa beauté toute irlandaise avait fait une vive impression sur lui. Elle contrastait en effet d'une manière singulière avec celle des habitantes du comté. Au lieu de ces formes si élégamment frêles, de ces figures si maladivement expressives des jeunes filles du Nord de l'Angleterre, miss Anna avait 5 pieds, 2 pouces (anglais), la taille un peu forte, mais souple et gracieuse, enfin le pied étroit et allongé. Du reste, la physiognomie habituelle de son beau visage était calme, peut-être froide, et toutes ses manières semblaient annoncer qu'elle saurait mieux inspirer une passion que la ressentir.

Au mois de mai 1854, Edward sollicita sa famille de demander la main de miss Anna. Sa mère écrivit donc à M^{me} B... pour lui proposer d'unir leurs enfans; mais quel fut son désappointement lorsqu'elle reçut pour réponse le refus le plus formel! Miss Anna, disait M^{me} B..., ne voulait pas se marier. Edward fut vivement affligé; il se reprocha sa trop grande réserve, et se flatta encore un peu, maintenant qu'il avait trahi le secret de son amour, de toucher le cœur de la jeune fille. Ses visites furent accueillies avec froideur par M. et M^{me} B...; mais ce qui lui ôta le reste de ses espérances, ce fut le peu d'embaras de miss Anna vis-à-vis de lui. A partir de ce moment, son caractère et par suite sa santé s'altérèrent. La mère d'Edward, dans une de ces occasions si rares où elle pouvait voir miss Anna seule, laissa parler son désespoir maternel. Elle reprocha à la jeune fille l'état dans lequel son refus avait plongé Edward. Celle-ci parut d'abord profondément étonnée, puis, lorsque des explications lui eurent appris tout ce qui s'était passé, elle avoua que, bien qu'arrivée à l'âge où toutes les jeunes filles songent à prendre un époux, ses parens ne lui en avaient jamais proposé aucun. Enfin, elle ajouta qu'elle avait toujours eu beaucoup d'amitié pour Edward. Cette bizarre révélation, ces dernières paroles racontées à l'amant désolé, augmentèrent encore sa passion et lui rendirent l'énergie nécessaire pour la faire triompher. Il se rendit en secret près de miss Anna, au moyen des intelligences qu'il avait dans la maison, lui peignit si vivement ses sentimens pour elle, l'abus d'autorité de ses parens qui ne daignaient pas même la consulter sur son bonheur, que la volonté forte surmonta tous les obstacles que lui opposait une froide résistance. Edward enleva miss Anna et la conduisit à Gretna-Green. Là, le mariage fut célébré dans les formes expéditives de ce fameux village d'Ecosse. On prépara la chambre la plus somptueuse de l'hôtellerie du lieu, pour les nouveaux époux; mais à peine les y eut-on laissés seuls, qu'un cri d'effroi rappela tout le monde. On trouva Edward, les traits horriblement contractés, en proie à d'affreuses convulsions. En vain on interroge la jeune épouse, elle en ignore les motifs, et sa contenance calme et étonnée contraste singulièrement avec l'état violent d'Edward. Ce ne fut qu'après une crise de plusieurs heures, que le malheureux jeune homme put faire connaître qu'il venait de lier son existence à un être qui tenait aux deux sexes sans appartenir à aucun. Alors seulement, miss Anna apprit ce secret qu'on lui avait toujours caché. Un sombre désespoir s'est emparé d'elle, et l'on craint pour sa raison. Quant à Edward, attaqué de catalepsie, on n'a pu parvenir encore à vaincre son mal.

La famille du jeune homme s'occupe à faire rompre un mariage impossible. Cette affaire rappelle le procès qui a été jugé le mois passé, à Paris, par le Tribunal de première instance.

— La Cour d'appel de Bruxelles a donné gain de cause à la jolie actrice qui a changé son nom allemand *Hunter* contre le nom plus harmonieux de *Negrini*. M. le comte Vanderdilt est définitivement condamné à continuer

paiement d'une rente viagère de 2,400 fr., à la charge par la demoiselle Hunter ou Negrini de renoncer au théâtre.

— On a volé à Bruxelles, pendant la nuit du 9 au 10 janvier, le tableau du Christ portant sa croix, qui se trouvait placé au coin de la rue de Notre-Seigneur, rue latérale de la rue Haute.

— Un événement affreux est arrivé la nuit du 9 janvier, à Liège, dans la rue du Pont, chez M. Dugard, à l'estaminet de la Boule d'Or. Un jeune homme de treize ans, nommé François-Joseph Surlemont, de Tilt, qui logeait dans sa maison, est mort asphyxié dans son lit par la fumée d'une poutre de sa chambre qui avait pris feu. Voici les détails exacts de ce malheureux accident :

L'infortuné Surlemont était allé se coucher à 10 h. du soir, et à 10 heures 1/2 l'épouse de M. Degard qui, suivant son usage, était montée reprendre sa chandelle, n'avait senti aucune odeur de fumée dans sa chambre, située au

3^e étage. Il paraît que le feu s'est communiqué à une poutre par le tuyau d'un poêle de la maison voisine.

A sept heures, le matin, lorsque M^{me} Degard est montée pour éveiller le jeune Surlemont et l'envoyer à l'école, elle trouva la chambre remplie de fumée et ce malheureux enfant entièrement inanimé; elle le prit dans ses bras et le descendit chez elle. Le docteur Malherbe fut appelé tout de suite et lui prodigua des soins inutiles, il n'était plus.

— Par ordonnance du Roi, en date du 21 décembre 1834, M^r Charles-Jules Cazin, ancien principal clerc de M^r Dyvranda aîné, avoué, à Paris, a été nommé avoué à Dreux (Eure-et-Loir), en remplacement et sur la présentation de M. Fessart, démissionnaire.

— Le Voyage autour du Monde et à la recherche de Lapeyrouse, exécuté par les ordres du gouvernement, en 1826, 27, 28 et 29 sur l'ASTROLABE, par M. Dumont-Durville, est totalement terminé. Cette intéressante relation donne des renseignements curieux sur les différentes peuplades des îles de l'Océanie, et

principalement sur l'île de Vanikoro, où l'on a retrouvé les débris des bâtiments de Lapeyrouse. Des voyages faits autour du monde et publiés récemment, celui-ci est le seul achevé, et il offre des détails nouveaux et certains sur les habitudes, les mœurs, les usages des habitants de l'Océan-Pacifique. On peut même affirmer qu'il est peu de voyages qui réunissent plus d'intérêt et plus d'attrait de curiosité; car jamais expédition ne fut exposée à une ruine complète. Nous recommandons ce livre, avec empressement ce livre, que le nom et le talent de son auteur placent au nombre des ouvrages qui doivent tenir une place honorable dans les bibliothèques publiques et particulières. (Voir aux Annonces.)

— Nous avons prédit, dès son apparition, au Journal de la Magistrature et du Barreau, un succès qui se réalise tous les jours. Il était difficile, en effet, qu'un ouvrage destiné à éclairer aux juges et aux avocats des recherches toujours longues et quelquefois impossibles, ne prit bientôt place dans toutes les bibliothèques de jurisconsultes. (Voir aux Annonces.)

Le Rédacteur en chef gérant, BRETON

RORET, éditeur des SUITES A BUFFON, rue Hautefeuille, n. 10 bis.

VOYAGE DE DECOUVERTES AUTOUR DU MONDE

ET A LA RECHERCHE DE LAPEYROUSE, Par M. J. DUMONT D'URVILLE, capitaine de vaisseau, exécuté sous son commandement et par ordre du gouvernement sur la corvette l'ASTROLABE, pendant les années 1826-27-28-29. Histoire du Voyage, 10 vol. in-8, et atlas in-folio, orné de planches et cartes gravées au dépôt de la marine. Prix : 60 fr. Cet important ouvrage, totalement terminé, qui a été exécuté par ordre du gouvernement, sous le commandement de M. Dumont d'Urville et rédigé par lui, n'a rien de commun avec le Voyage Pittoresque publié sous sa direction.

L'ART DE GRÉER DES JARDINS, par M. Vergniaud, architecte. Prix de chaque livraison : 12 fr. sur papier blanc, 45 fr. sur papier de Chine, 24 fr. colorié. L'ouvrage aura en tout 6 livraisons. Cinq ont paru.

HISTOIRE GENERALE DE POLOGNE,

D'après les historiens polonais Naruszewicz, Albrandy, Czacki, Lelewel, Bandkic, Niemcewicz, Zelinski, Kollontay, Oginski, Chodzko, Podeszanski, Mochnacki, et autres écrivains nationaux. 2 vol. in-8. 7 fr.

Cette histoire, d'après les écrivains les plus recommandables de la Pologne, est un résumé impartial et animé des travaux composés en polonais, et qui devient aujourd'hui du domaine européen, étant écrit dans une langue universelle. Les plus grands soins ont été apportés dans la rédaction et la correction des noms propres et des noms de villes, que l'on régit si souvent dans les publications sur les pays étrangers. La modicité du prix et la beauté d'exécution mettent ce livre à la portée de tout le monde; et toutes nos bibliothèques publiques et particulières auront désormais une histoire complète de la Pologne.

HISTOIRE DES LÉGIONS POLONAISES EN ITALIE, sous le commandement du général Dombrowski. par Léonard Chodzko. 2 vol. in-8. 47 fr.

HISTOIRE DU PROGRÈS DES SCIENCES NATURELLES, depuis 1789 jusqu'à ce jour; par le baron G. Cuvier. 4 vol. in-8. 48 fr.

HISTOIRE DES CHENILLES D'EUROPE, par MM. Boisduval, Rambur et Graslins. 31^e et 32^e livraisons, à 3 fr. chaque.

ICONS DE LÉPIDOPTÈRES D'EUROPE, nouveaux ou peu connus, par M. Boisduval. 31^e et 32^e livraisons, à 3 fr. chaque.

ICONOGRAPHIE DE LÉPIDOPTÈRES ET DE CHENILLES DE L'AMÉRIQUE, par M. Boisduval et Lecomte. 9^e et 10^e livraisons, à 3 fr. chaque.

SYNONYMIA INSECTORUM CURCULIONIDES, par M. Schöenherr, 4^e livraison, à 9 fr. chaque.

NOUVELLES ANNALES

DU

MUSEUM D'HISTOIRE NATURELLE.

Prix de chaque année, composée de 4 livraisons, 30 fr. SUITES A BUFFON, format in-8. Prix : 4 fr. 50 chaque volume; 3 fr. la livraison de planches en noir, et 6 fr. la livraison de planches coloriées.

MÉMOIRES DE LA SOCIÉTÉ D'HISTOIRE NATURELLE DE PARIS, tome V. Prix : 20 fr. Les 4 premiers volumes se vendent 20 fr. chaque.

L'ART DE COMPOSER ET DE DECORER LES JARDINS, par M. Boissard. Ouvrage entièrement neuf, orné de 120 planch. grav. sur acier par l'auteur. 45 fr.

FAUNA JAPONICA, par Siebold, 1^{re} livraison, 50 fr. L'ouvrage aura 25 livraisons.

MAGISTRATURE ET BARREAU.

Ce journal est un véritable *voleur judiciaire*, où le pour et le contre sont appuyés, sur chaque question importante, de l'autorité de tous les arrêts et de l'opinion textuelle de tous les jurisconsultes qui ont traité la matière. Son incontestable utilité explique le rapide succès qu'il a obtenu en France et en Belgique, où la plupart des Tribunaux ont souscrit en corps. — Prix de l'abonnement annuel: 10 fr. Si l'on souscrit en même temps pour les 24 livraisons des deux premières années qui forment deux volumes, on ne paie en tout que 22 francs sans aucun frais de port. S'adresser rue de l'Ancêtre, n. 15. (74)

PAROLES D'UN NÉGOCIANT.

CONTRASTES ENTRE L'ORIENT ET L'OCCIDENT.

Un vol. in-8^o. Prix : 5 fr. — Chez An. CHERBULIEZ et C^o, rue de Seine-Sat-Germain, n. 57. (75)

VENTE PAR ACTIONS

d'un

GRAND PALAIS avec ses JARDINS et APPARTENANCES

situé

Dans la capitale de VIENNE, faubourg Gumpendorf,

qui sera aliéné au moyen d'actions et délivré au gagnant libre de dettes.

Ce magnifique édifice formant le gain principal, est situé dans le faubourg Gumpendorf, à VIENNE et bâti à neuf depuis peu d'années dans le style le plus noble. Par sa situation très heureuse autant que par de nombreuses dispositions économiques, cette propriété offre des avantages tout particuliers, dignes de l'attention du public, et forme un ensemble de tout ce qui peut contribuer à l'aisance et à l'agrément du possesseur.

Les gains attachés à cette vente, savoir : le grand palais et ses dépendances, etc., mis au prix de 704,277 florins, 26,120 gains accessoires de fl. 30,000, 15,000, 41,250, 40,100, 5,000 etc., etc., montant ensemble à fl. 1,054,277 rehausseront l'attrait de cette vente, accueillie dès son ouverture par le suffrage unanime du public. Le tirage se fera définitivement et irrévocablement à VIENNE le 21 février 1835 sous la garantie du gouvernement.

PRIX D'UNE ACTION : 20 FRANCS.

Sur cinq actions prises ensemble, une sixième sera délivrée gratis. Le paiement des actions pourra se faire en traite sur une ville de commerce ou sur ma disposition après réception des actions.

Les personnes qui désireraient prendre des actions ou de recevoir le prospectus français sont priées d'écrire directement à

F. E. Fuld, banquier et receveur-général. à Francfort sur-le-Mein.

Il n'est pas nécessaire d'affranchir. P. S. La liste officielle des actions gagnantes sera adressée franche de port au bureau de ce journal et aux actionnaires à l'étranger. (34)

SOCIÉTÉS COMMERCIALES.

(Loi du 31 mars 1835.)

ÉTUDE DE M^r MARTIN-LEROY, Avocat-agrégé, rue Trainée-St-Eustache, 17.

Suivant acte sous seings privés fait double à Paris le 5 janvier 1835, enregistré, entre MAXIMILIEN-HENRI JOSEPH BETHUNE, imprimeur, demeurant à Paris, rue de Vaugirard, n. 36;

Et HENRI PLON, prote d'imprimerie, demeurant à Paris, même rue, même numéro;

Une société en nom collectif et en commandite a été formée entre les parties pour l'exploitation d'un établissement d'imprimerie.

Le fonds social se compose de six actions de 20,000 fr. chaque.

La raison sociale est BETHUNE et PLON.

Le siège de la société est établi à Paris, rue de Vaugirard, n. 36.

M. BETHUNE a seul la signature sociale, mais il n'en pourra faire usage que pour les affaires de la société, tous engagements qui y seraient étrangers ne seront point obligatoires pour la société. La société a commencé le 4^{er} janvier 1835, et finira le 30 juin 1845.

Pour extrait : Signé, MARTIN-LEROY. (59)

Suivant acte sous signature privée fait triple à Paris, le 5 janvier 1835, enregistré, entre MAXIMILIEN-HENRI JOSEPH BETHUNE, imprimeur, demeurant à Paris, rue de Vaugirard, n. 36, d'une part;

Thérèse-Alexandre-Théophile BELIN, imprimeur, demeurant à Paris, rue de Vaugirard, n. 36, d'autre part;

Et HENRI PLON, prote d'imprimerie, demeurant à Paris, rue de Vaugirard, n. 36, d'une 3^e part;

La société de fait formée entre les parties le 28 mars 1835, pour l'exploitation de l'imprimerie de M. BETHUNE, sous la raison BETHUNE, BELIN et PLON, est et demeure dissoute d'un commun accord, à partir dudit jour 5 janvier 1835; M. BETHUNE est nommé liquidateur de la société.

Pour extrait : Signé, MARTIN-LEROY. (60)

CABINET DE M. E. LETULLE, JURISCONSULTE, Rue de la Lune, n. 10.

Par acte sous seings privés fait double à Paris, le 31 décembre 1834, enregistré;

M. FRANÇOIS SOUFLETO, facteur de pianos, demeurant à Paris, boulevard Saint-Denis, n. 4;

Et M. ANTOINE AULAGNIER, éditeur de musique, demeurant à Paris, rue de Valenciennes, n. 9;

Ont formé entre eux, sous la raison sociale SOUFLETO et compagnie, une société ayant pour objet l'exploitation de la fabrique de pianos dudit sieur SOUFLETO, qui a obtenu une médaille d'argent à l'exposition de 1834;

Cette société, qui commencera le 1^{er} janvier 1835, est formée pour 9, 12 ou 15 ans, à la volonté des parties, et aura son siège provisoire à Paris, boulevard Saint-Denis, n. 4.

M. SOUFLETO, établi gérant-responsable, aura seul la signature sociale, qui, cependant n'obligera la société qu'autant qu'elle aurait été donnée pour une opération sociale inscrite sur les livres.

Le fonds social est fixé à 48,000 fr.

Les bénéfices, après les divers prélèvements autorisés resteront en masse de compte pour accroître le fonds social jusqu'à dissolution de la société.

En cas de décès, la société sera dissoute de droit, et liquidée par M. SOUFLETO, s'il est survivant.

Pour extrait, le fondé de pouvoirs :

E. LETULLE, jurisconsulte. (62)

Suivant acte passé devant M^r Outrebou et son collègue, notaires à Paris, le 2 janvier 1835, enregistré, M. LOUIS-FRANÇOIS GOUY et M. CHARLES-HONORÉ GOUY, marchands de nouveautés, demeurant à Paris, place Vendôme, n. 4, ont prorogé jusqu'au 1^{er} octobre 1842, la durée de la société établie entre eux par acte passé devant M^r Breton et son collègue, notaires à Paris, le 9 avril 1824, pour l'exploitation de la maison de commerce de nouveautés dont le siège est à Paris, place Vendôme, n. 4. La maison de commerce continuera d'avoir pour raison sociale GOUY frères. MM. GOUY auront toujours l'un et l'autre la signature. La mise sociale s'est composée d'une somme totale de 189,000 fr.

Pour extrait : Signé, OUTREBOU. (63)

D'un acte fait triple sous signatures privées le 31 décembre dernier, et enregistré à Paris le 2 janvier présent mois, fol. 131, r. c. 2, par Labourey, qui a perçu 44 fr.;

Entre M. ANTOINE-MARIE DE FREZALS DE BOURFAUD, chevalier de la Légion-d'Honneur, demeurant à Paris, quai Bourbon, n. 37, île St.-Louis;

Et M. ACHILLE-LÉON DELAHAYE, employé, demeurant rue Lemercier, n. 1, aux Batignolles, auquel acte est intervenu M. THOMAS-MARTIN MENAGE, lam-

piste, demeurant à Paris, rue Saint-Denis, n. 409,

Il appert : Que MM. DE FREZALS, DELAHAYE et MENAGE, ont annulé le projet de société fait entre eux suivant un acte en trois originaux sous seings privés du 17 juin dernier, et enregistré à Paris le lendemain, fol. 35, r. c. 6, par Labourey, aux droits de 5 fr. 50 c.

Qu'une société a été formée entre MM. DE FREZALS et DELAHAYE, seuls, sous la raison DE FREZALS et DELAHAYE, avec un fonds de 26,000 fr.; que cette société, dont le siège est à Paris, rue Saint-Denis, n. 409, et dont le but est d'exploiter un brevet d'invention pour un nouveau mode d'éclairage appelé *Lampe-Ménage*, a commencé le 1^{er} janvier, présent mois, et finira le 5 août 1843; et que toutes les affaires de la société devront expressément se faire faire au comptant, les associés s'interdisant réciproquement la faculté de signer ou endosser aucuns effets ou engagements quelconques sous peine de nullité, à moins que leurs signatures ne se trouvent réunies.

Paris, le 6 janvier 1835. DELAHAYE, le chevalier DE FREZALS, MÉNAGE. (41)

Suivant acte sous signatures privées, en date à Paris du 29 décembre 1834, enregistré le 30 dudit, fait entre MM. FRANÇOIS-ÉTIENNE ARLES et JEAN-ANTOINE DELOLME,

Il appert que ces Messieurs ont formé entre eux une société pour le commerce de commissionnaires, sous la raison ARLES et DELOLME, dont le siège est à Paris, rue de Tracy, n. 5, où ils demeurent, pour neuf années entières et consécutives, à courir du 1^{er} janvier 1835 au 1^{er} janvier 1844.

Lesdits associés ont indistinctement la signature sociale.

Paris, 9 janvier 1835. PAPILLON. (63)

ÉTUDE DE M^r AD. SCHAYÉ, AVOCAT-AGRÉGÉ au Tribunal de commerce de Paris, rue Neuve-Saint-Eustache, n. 56.

D'un jugement rendu au Tribunal de commerce de Paris, le 30 décembre dernier, enregistré, sur la demande formée par M. RICHARD, ingénieur en chef du cadastre, demeurant à Versailles;

Il appert :

Que la société qui avait été convenue le 19 novembre 1833, entre 1^o M. RICHARD, ci-dessus qualifié; 2^o M. PHILIPPE, propriétaire, demeurant alors au Havre; et 3^o M. ANQUETIN, docteur-médecin, demeurant à Paris, rue Notre-Dame-de-Nazareth, n. 23;

Pour la fabrication et la vente des charbons composés, le commerce des combustibles, et l'exploitation des brevets d'invention y relatifs, a été déclarée nulle faute de publication dans les délais de la loi.

Pour extrait : SCHAYÉ, avocat agréé. (72)

Le prix de l'insertion est de 1 fr. par ligne.

AVIS DIVERS.

A vendre à l'amiable, très belle TERRE patrimoniale, située dans le département d'Indre-et-Loire. Il y a château, terres labourables, vignes, prés, pâturages et bois.

La contenance est de 1,604 arpens de 25 pieds par perche. — Le revenu est 15,765 fr. brut.

On vendrait sur le taux de 3 pour cent.

S'adresser pour les renseignements, à M^r Aumont Thiéville, notaire à Paris, rue St-Denis, n. 217;

Et à Loches, à M^r Breton, notaire. (77)

A céder pour en jouir de suite, une ÉTUDE D'AVOUE très suivie près le Tribunal civil de Valenciennes; le nombre des avoués près ce siège est fixé à six.

S'adresser pour traiter, au titulaire, M. Douchy, rue Royale, n. 44, audit Valenciennes (Nord). Affranchir. (76)

A céder, CABINET D'AFFAIRES, d'un grand produit et d'une gestion très facile. Prix : 40,000 fr. — S'adresser à M. LÉON, boulevard St.-Denis, n. 24, avant 9 heures du matin, ou de 4 à 5 du soir (franco). (73)

AVIS IMPORTANT.

La banque immobilière et de survivance sous la raison sociale DECOUPLÉ et MOREAU facilite les placements de capitaux sur immeubles, ainsi que les ventes et acquisitions immobilières, au moyen des coupons hypothécaires négociables. Elle procure également un accroissement de revenus qui peut être considérable en participant aux séries avec droit de survivance. Cet établissement encaisse point les fonds de ses clients; ils sont déposés en l'étude des notaires qu'il indique.

On demande pour cette banque des agents pour Paris et la province, ils devront se rendre actionnaires. S'adresser franco à la direction générale, place de la Bourse, n. 12. (65)

VÉSICATOIRES - CAUTÈRES - LEPERDRIEL.

Admis à l'Exposition.

Avec les Taffetas rafraichissants Laperdriel, l'action des exutoires est toujours régulière, leur entretien est simple, commode, sans odeur ni démangeaison. Prix : 1 fr. et 2 fr.

SERRE-BRAS ÉLASTIQUES PERFECTIONNÉS. 4 fr.

COMPRESSES EN PAPIER LAVÉ, pour remplacer le linge : 1 CENTIME la pièce.

POIS D'IRIS et D'ORANGES choisis, 75 c. le cent.

POIS SUPPURATIFS : 1 fr. 25 c. le cent.

A la pharmacie LEPERDRIEL, faubourg Montmartre, n. 73, près la rue Coquenard, à Paris. (70)

POMMADE DE RÉGENT.

Il est impossible que les MAUX D'YEUX et des PAPIÈRES puissent résister à l'usage de cette pommade. M. FORT, médecin oculiste, qui a long-temps dirigé le cabinet de consultations de feu RÉGENT, est le seul qui la distribue, etc. Consulte de midi à 2 heures, rue Poissonnière, n. 16. (71)

NOUVEAUX ARTICLES DE TOILETTE.

La nouvelle Teinture perpétuelle et inimitable pour les cheveux en toutes nuances et sans danger, ne se trouve que chez l'auteur, M. Le Maire de Mars, rue du Bouloy, n. 4. Le seul capillaire régénérateur des cheveux en trois mois sur les têtes les plus chauves; le Savon épileatoire pour enlever la barbe en 4 minutes sans danger. 6 fr. la boîte, vendue ailleurs 20 fr. et garanti. L'Eau invisible pour blanchir la peau et enlever les rougeurs; le beau rose végétal rendant le coloris du plus beau naturel. Eau infaillible pour la migraine : chaque article, 5 fr. (Affranchir.) (69)

Rue Rochechouard, 14, faubourg Montmartre.

MAISON D'ACCOUCHEMENT

Tenue par M^{me} de Gros et son mari, médecin-accoucheur. Cet établissement, situé dans l'un des plus beaux quartiers de la capitale, est spécialement consacré aux dames enceintes. La maison est vaste et bien aérée; il y a une salle de bains et un joli jardin. (72)

Tribunal de commerce

DE PARIS.

ASSEMBLÉES DE CRÉANCIERS.

du mardi 15 janvier,

BERNON, Md mercier. Clôture

ROBIN et femme, ex-logeurs, id.

HESSE, négociant. Vérifié.

RAIMBERT, négociant, id.

FERAND, Md de blanches. Synd.

BERTHELEMY, fabr. de colle. Clôture

HUPE-DENIS, peintre. Vérifié.

MENISSIER, négociant. Vérifié, et nomm. de syndic

GLASHIN, professeur d'anglais. Syndic.

FAVRE, Md de vins en gros. Clôture

JULLIEN, menuisier, id.

du mercredi 14 janvier.

ROUGIER, Md tailleur. Clôture

BARTHELEMY, charron-forg-ron. Concordat

CLOTURE DES AFFIRMATIONS.

SAUVE, charpentier, le

LEBREY, ancien banquier, le

CAILLEUX et LEFEVRE, négociants associés, le

PARYV, ancien épicière, le

ROUCELLE, anc. facteur à la halle au bœuf, le

GILLY, chef d'institution, le

JENOC, dit LEVÉQUE, anc. Md de chevaux, le

FRENANT, plombier, le

Y BLACHEZ, entr. de voitures publiques, le

LEBOURLIER, fabr. d'eau de Javelle, le

VERNANT, menuisier, le

LOTH, Md tailleur, le

BOURSE DU 12 JANVIER.

A TERME.

1^{er} cours pl. haut. pl. bas.

5 p. 100 compt. 107 20 107 25 107 15 107 25

— Fin courant. 107 35 107 40 107 30 107 40

Empr. 1831 compt. 107 10 — — — —

— Fin courant. — — — — — —

Empr. 1832 compt. — — — — — —

— Fin courant. — — — — — —

3 p. 100 compt. 77 5 77 10 77 — 77 5

— Fin courant. 77 20 77 35 77 20 77 35

R. de Napl. compt. — — 93 83 — —

— Fin courant. 94 — — — — — —

R. perp. d'Esp. ct. 44 1/2 45 — — 44 1/2

— Fin courant. — — — — — —

IMPRIMERIE PHAN-DELAFOREST (MORINIAUX)

Rue des Bons-Enfants, 34.

Vu par le maire du 4^e arrondissement, pour

Légalisation de la signature PHAN-DELAFOREST.